



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 31/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DISCAC

1 IMP ROUDET
33450 Izon

Références : 26-203
Code AIOT : 0003101089

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement DISCAC implanté 1 IMP ROUDET 33450 Izon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISCAC
- 1 IMP ROUDET 33450 Izon

- Code AIOT : 0003101089
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DISCAC, créée dans les années 1990, était basée anciennement à Lormont et exploitait un second site à Saint-Loubès.

Elle est spécialisée dans la fabrication de meubles pour cuisines et salles de bains. Dans le cadre de son développement, cette société a réuni ses 2 sites en un seul établissement, situé à Izon. Ce site est à ce titre classé pour le travail du bois et le stockage des matières combustibles liées à cette activité, et est soumis au régime de l'enregistrement.

L'exploitation est réglementée par l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 2 février 2017, modifié et complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 avril 2019 suite à des modifications intervenues sur le site après sa mise en exploitation qui date de début janvier 2018.

Depuis lors, l'exploitant n'a pas réalisé de modifications sur le site, hormis des changements de certaines machines et des travaux d'automatisation des lignes de production mais qui n'ont pas modifié l'organisation générale du site ni la puissance maximale des machines de l'atelier de travail du bois.

Le site emploie environ 180 personnes à l'heure actuelle.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- Eau de surface
- REACH
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Demande d'action corrective	2 mois
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 22 et Arrêté ministériel du 11/04/2017 - Annexe II - 10	Demande d'action corrective	2 mois
5	Etat des stocks de produits	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 9 et Arrêté ministériel du 11/04/2017,	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	chimiques	Annexe II - 1.4		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 22-II et Arrêté ministériel du 11/04/2017 - Annexe II - 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion des produits chimiques sur le site de l'exploitant est globalement satisfaisante, aux remarques près formulées dans le présent rapport. Il est à noter que l'exploitant a mis en place un plan d'actions dédié à ce sujet fin 2025, avec plusieurs points d'améliorations identifiés et en cours de réalisations au jour de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. (FDS) Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité (FDS) et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'exploitant a établi une liste de l'ensemble des produits chimiques utilisés dans son

établissement, que l'inspection a pu consulter le jour de l'inspection. Cette liste se présente sous forme d'une feuille de tableur et mentionne pour chaque produit la FDS et sa date de mise à jour, ainsi que les différentes mentions de dangers que présente la substance. Il a été noté que pour certains produits, la FDS était manquante et pour d'autres, la date de mise à jour semblait plutôt ancienne (supérieure à 3 ans, délai souvent rencontré pour la mise à jour des FDS).

L'exploitant a indiqué avoir réalisé cet inventaire récemment (fin 2025 comme précisé ci-dessus) et sollicité les fournisseurs pour les FDS manquantes. Il a indiqué en outre qu'il dispose des FDS pour la quasi totalité des produits utilisés pour la production (nettoyant machines de travail du bois, colles, etc)

Enfin, il a indiqué que les différentes fiches étaient accessibles à l'ensemble du personnel en version informatique, et présentes aux différents postes de travail de l'atelier (la FDS liée au nettoyant de la plaqueuse a par exemple pu être trouvée sur le bureau à proximité de la machine lors de la visite). Par contre, l'information des salariés sur l'emplacement des différentes fiches et l'action de formation des salariés à la lecture de ces fiches ont été planifiés mais n'était pas encore réalisée au jour de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant :

- veille à disposer de l'ensemble des FDS des produits chimiques utilisés sur le site, dans leur dernière version à jour ;
- informe les salariés sur l'emplacement de ces différentes FDS ;
- forme les salariés à la lecture des informations utiles de ces FDS dans le cadre de leur mission (Equipeement de protection individuelle à porter, mesures de manipulation et de stockage, mesures en cas de déversement accidentel ou d'incendie...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

Prescription contrôlée :

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés... dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.

Constats :

L'inspection a vérifié par sondage la mise en œuvre des mesures sur deux produits que l'exploitant a identifié comme étant les plus utilisés sur le site : les produits "séparateur

plaqueuse" (identifié NFLY dans la FDS) et "nettoyant plaqueuse" (identifié LPZ/II).

S'agissant du stockage, les produits sont stockés au sein d'un local dédié et isolé par des murs coupe feu 2 heures du reste du site. Ils sont stockés à l'abri de la chaleur et des rayons solaires directs, tel que prévu par les FDS.

En outre, lors de la manipulation de ces produits, il est apparu que les opérateurs portent les équipements nécessaires.

Enfin, s'agissant des mesures de lutte contre l'incendie, il a été noté la présence d'un extincteur à CO2 et un extincteur à poudre devant le local dédié au stockage des produits chimiques, et d'un extincteur à CO2 à proximité du poste où sont utilisés ces produits.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 22 et Arrêté ministériel du 11/04/2017 - Annexe II - 10

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 02/09/2014 Article 22 :

I- Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

Arrêté ministériel du 11/04/2017 - Annexe II - 10 :

Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Toutefois, lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. Cet alinéa ne

s'applique pas aux stockages de substances et mélanges liquides visés par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4755, 4748, ou 4510 ou 4511 pour le pétrole brut.

Constats :

Les bidons de produits chimiques stockés dans le local dédié ne sont pas placés individuellement sur rétention, car selon l'exploitant, le local dispose de sa propre rétention. Il a en effet été constaté la présence d'un regard au centre du local dont le dimensionnement a été interrogé au vu des produits présents. En effet, il a été constaté la présence d'au moins 360 litres de produits en tenant compte des produits inflammables, et le regard avait une capacité qui semblait inférieure à 50% de la capacité totale.

Il est à noter que dans le dossier d'enregistrement déposé par l'exploitant, ayant sans doute conduit au dimensionnement de ce regard, il était prévu la présence "d'au maximum 30 L de nettoyeur et 20 L d'agent séparateur" et "munis de rétentions adaptées".

L'exploitant a indiqué avoir prévu l'achat de bacs de rétention pour doter le local des rétentions adaptées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant :

- calcule le volume maximal de liquide susceptible d'être présents dans le local et la typologie de produits (liquide inflammables ou non);
- détermine la capacité de rétention à mettre en œuvre au regard des prescriptions ci dessus;
- justifie de la mise en œuvre de rétentions adaptées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 22-II et Arrêté ministériel du 11/04/2017 - Annexe II - 10

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 02/09/2014 Article 22 :

[...]

- II Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Arrêté ministériel du 11/04/2017 - Annexe II - 10 :

Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.
Constats : La vérification par sondage lors de l'inspection n'a pas mis en évidence de stockage de produits incompatibles dans le local de produits chimiques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 9 et Arrêté ministériel du 11/04/2017, Annexe II - 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 02/09/2014 Article 9 : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. Arrêté ministériel du 11/04/2017 - Annexe II - 10 : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...] <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. [...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p>
Constats : L'exploitant a indiqué qu'il dispose d'un suivi de l'ensemble des produits utilisés pour la production du site et par corollaire les différents produits chimiques utilisés dans l'atelier (produits d'entretien des machines, colles...). Cependant, certains produits chimiques ne sont pas inclus dans ce suivi (insecticides, gel hydroalcoolique...). En outre, l'inspection a noté que l'état des stocks ne mentionnait pas les différentes familles de dangers des différents produits

chimiques.
Enfin, les modalités de mise à disposition de cet état des stocks, qui n'est pas accessible depuis l'extérieur ou en cas de coupure de courant au sein de l'entreprise, ne répond pas à la prescription d'accessibilité à tout moment.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veille à disposer d'un état des stocks exhaustif et met en œuvre des dispositions afin de garantir son accessibilité à tout moment.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois